



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 25 novembre 2002

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, septembre 2002**

En septembre, les investisseurs étrangers ont réduit de 1,6 milliard de dollars leur portefeuille de valeurs mobilières canadiennes, principalement en diminuant leurs avoirs d'actions et d'instruments du marché monétaire. Parallèlement, la demande d'obligations étrangères a augmenté de manière importante chez les investisseurs canadiens, mais ces derniers ont cessé d'acheter des actions provenant de l'étranger.

2
- **Rendement en lecture des élèves des écoles rurales et des écoles urbaines, 2000**

Les élèves des écoles urbaines du Canada ont enregistré un rendement en lecture significativement supérieur à ceux des écoles rurales, selon une nouvelle étude. Les écarts entre les écoles rurales et urbaines étaient particulièrement importants à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick et en Alberta.

5

AUTRES COMMUNIQUÉS

Couverture par le régime d'assurance-emploi, 2001	7
Livraisons de laine minérale, y compris les isolants en fibre de verre, octobre 2002	8
Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux, octobre 2002	9
Annexe «Gestion de la propriété intellectuelle» de l'Enquête sur les dépenses et la main-d'oeuvre scientifiques fédérales de 2002-2003, exercice 2000-2001	9

NOUVEAUX PRODUITS

10



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Septembre 2002

En septembre, les investisseurs étrangers ont réduit de 1,6 milliard de dollars leur portefeuille de valeurs mobilières canadiennes, principalement en diminuant leurs avoirs d'actions et d'instruments du marché monétaire. Parallèlement, la demande d'obligations étrangères a augmenté de manière importante chez les investisseurs canadiens, mais ces derniers ont cessé d'acheter des actions provenant de l'étranger.

Les investisseurs étrangers se départissent d'actions canadiennes et d'instruments du marché monétaire canadien

Les investisseurs étrangers ont réduit de 1,3 milliard de dollars leurs avoirs d'actions canadiennes en septembre, alors que les marchés continuaient d'afficher une faiblesse persistante. La réduction observée a porté entièrement sur des actions du marché secondaire. Elle a fait monter à 6,6 milliards de dollars la liquidation effectuée sur ce marché au cours des trois derniers mois, qui a atteint 8,2 milliards de dollars depuis le début de 2002.

Cependant, il y a eu des entrées de capitaux provenant d'autres types de transactions (4,4 milliards de dollars depuis le début de 2002) alors que des sociétés canadiennes ont levé des capitaux sur les marchés étrangers et aussi à la suite de transactions liées à des fusions et des acquisitions. En tout, les investisseurs étrangers ont réduit leur portefeuille d'actions canadiennes d'un montant de 3,8 milliards de dollars depuis le début de 2002.

Après avoir progressé légèrement en août, le cours des actions canadiennes a recommencé à diminuer en septembre. Le recul de 6,5 % observé en septembre dans ce cours (mesuré selon l'indice composite S&P/TSX) représentait une septième baisse mensuelle enregistrée durant les neuf premiers mois de 2002. Depuis le début de 2002, le cours des actions canadiennes a fléchi de 19,6 %.

Après avoir effectué leur premier désinvestissement important de 2002 sur leurs avoirs d'instruments du marché monétaire canadien en août, les investisseurs étrangers ont encore réduit de 0,8 milliard de dollars leur portefeuille de ces titres en septembre. La réduction totale de 2,0 milliards de dollars enregistrée dans ce portefeuille au cours de ces deux mois a entièrement annulé l'investissement d'une valeur

Autres renseignements sur les marchés financiers

Le différentiel des **taux d'intérêt à court terme** offerts au Canada et aux États-Unis, qui avait atteint en août son niveau le plus élevé au cours de ces dernières années, a reculé quelque peu en septembre. Ce différentiel, qui avait varié en faveur des placements au Canada en mars 2001, a atteint 134 points de base en août 2002, puis a reculé à 120 points en septembre.

Dans le cas des **taux d'intérêt à long terme**, le différentiel favorisant les placements au Canada a crû, passant de 92 points de base en août à 115 points de base en septembre. Les taux d'intérêt à long terme, qui diminuaient de manière constante dans les deux pays depuis avril 2002, ont chuté près de deux fois plus aux États-Unis (-158 points) qu'au Canada (-87 points) durant ces six mois.

Après avoir progressé légèrement en août, le **cours des actions canadiennes** a recommencé à diminuer en septembre. Le recul de 6,5 % observé dans ce cours (mesuré selon l'indice composite S&P/TSX) a représenté une septième baisse mensuelle enregistrée durant les neuf premiers mois de 2002. Depuis le début de l'année, le cours des actions canadiennes a fléchi de 19,6 %. À titre de comparaison, le cours des actions américaines (mesuré selon l'indice composite Standard & Poor's 500) a reculé de 11,0 % en septembre, portant ainsi à 29,0 % la perte cumulative enregistrée dans le cas de ce cours durant la même période de neuf mois.

En septembre, le **dollar canadien** a perdu tout le terrain qu'il avait gagné en août. Le recul de 1,15 cent américain enregistré en septembre par rapport à la devise américaine a presque effacé entièrement la progression de près d'un cent observée en août. La valeur de clôture de 63,00 cents américains enregistrée en septembre se situe près des valeurs basses de l'éventail de valeurs observées jusqu'ici en 2002, dont la plus faible a été atteinte en février (62,42 cents) et la plus forte en juin (65,95 cents).

Définitions

Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.

Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.

Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.

Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins. Les **effets du gouvernement du Canada** incluent les bons du Trésor et les billets du gouvernement du Canada, ces derniers étant libellés en dollars américains. Les **autres effets du marché monétaire** comprennent les bons du Trésor et les autres billets émis par les autres administrations et leurs entreprises, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques, les effets commerciaux et les autres effets à court terme.

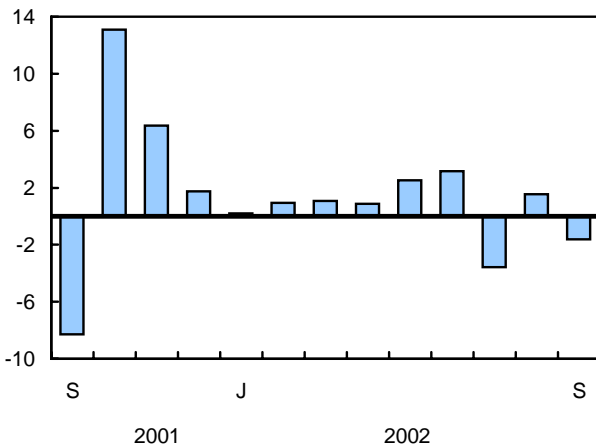
de 1,9 milliard de dollars effectué dans ces titres par les investisseurs étrangers de janvier à juillet. Ce faible désinvestissement durant les neuf premiers mois de 2002 tranche fortement avec la réduction observée durant la même période en 2001, alors que

les investisseurs étrangers avaient réduit d'un montant important de 9,2 milliards de dollars leurs avoirs de ces titres. Le différentiel des taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis, qui avait atteint en août son niveau le plus élevé au cours de ces dernières années, a reculé quelque peu en septembre. Ce différentiel, qui avait varié en faveur des placements au Canada en mars 2001, a atteint 134 points de base en août 2002, avant de reculer à 120 points de base en septembre.

Les investisseurs étrangers ont acheté des obligations canadiennes pour une valeur de 0,5 milliard de dollars en septembre, après avoir effectué un investissement de 2,6 milliards de dollars dans ces titres en août. Les sociétés canadiennes ont continué d'émettre de nouvelles obligations (3,1 milliards de dollars) sur les marchés étrangers, ne rachetant de ces titres de créance que pour un montant de 1,6 milliard de dollars.

Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes¹

En milliards de dollars



¹ Incluent les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.

D'autre part, les administrations publiques ont racheté des obligations détenues par des investisseurs étrangers pour une valeur de 3,1 milliards de dollars, émettant de nouvelles obligations sur les marchés étrangers pour une valeur totale de seulement 1,7 milliard de dollars, principalement par l'entremise des provinces. Selon la région, les achats d'obligations sont le fait d'investisseurs américains alors que les investisseurs européens se sont départis d'une partie de leurs avoirs de ces titres.

Les investisseurs canadiens acquièrent d'importantes quantités d'obligations étrangères mais cessent d'acheter des actions provenant de l'étranger

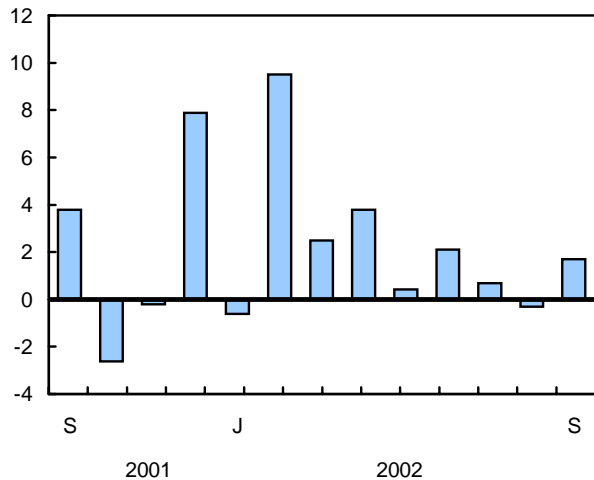
En septembre, les investisseurs canadiens ont acquis des obligations étrangères pour un montant de 1,8 milliard de dollars, effectuant ainsi leur plus important placement dans ces titres en sept mois. Ce placement a porté principalement sur des obligations du Trésor américain, tandis qu'on a observé une certaine hausse des achats d'obligations d'outre-mer. Cet investissement a porté à 6,3 milliards de dollars le montant placé par les investisseurs canadiens dans des obligations étrangères de janvier à septembre 2002, comparativement à 2,2 milliards de dollars pour la période correspondante en 2001.

Les acquisitions d'actions étrangères par les investisseurs canadiens, qui avaient fortement diminué en juillet et en août, ont cessé en septembre, reflétant encore plus la faiblesse des marchés boursiers partout dans le monde. Après un placement de 11,0 milliards de dollars effectué de janvier à avril 2002, les investissements dans ces titres ont été erratiques durant les cinq mois suivants, atteignant 2,5 milliards de dollars. Depuis le début de 2002, les trois quarts du total des investissements dans des actions étrangères ont porté sur des actions américaines, et le reste, sur des actions d'outre-mer.

Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères¹

En milliards de dollars

Signes renversés de la balance des paiements



¹ Incluent les obligations et les actions.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 376-0018 à 376-0029 et 376-0042.

mobilières (67-002-XIB, 14 \$ / 132 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1532, 1534, 1535 et 1537.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Thériage au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements.

Le numéro de septembre 2002 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs*

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Jun 2002	Juillet 2002	Août 2002	Septembre 2002	Janvier à septembre 2001	Janvier à septembre 2002
en millions de dollars						
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	3 187	-3 523	1 571	-1 605	9 659	5 357
Obligations (nettes)	-1 636	-286	2 581	453	15 116	9 282
Émissions en circulation	516	1 661	3 474	106	7 458	7 683
Nouvelles émissions	6 466	4 360	978	4 806	48 018	35 032
Remboursements	-7 134	-6 224	-2 374	-4 672	-41 019	-34 447
Changement aux intérêts à payer ¹	-1 484	-83	503	213	659	1 014
Instruments du marché monétaire (nets)	397	223	-1 261	-753	-9 175	-143
Gouvernement du Canada	681	383	-337	-176	-5 857	590
Autres	-284	-161	-924	-576	-3 318	-732
Actions (nettes)	4 426	-3 460	251	-1 305	3 719	-3 783
Émissions en circulation	893	-3 825	-1 406	-1 399	1 568	-8 223
Autres transactions	3 533	366	1 657	94	2 150	4 440
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	-2 095	-687	315	-1 697	-32 674	-19 766
Obligations (nettes)	-476	-520	750	-1 759	-2 195	-6 252
Actions (nettes)	-1 618	-167	-435	63	-30 479	-13 514

¹ Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note: Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux du Canada, par exemple, un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.

Rendement en lecture des élèves des écoles rurales et des écoles urbaines

2000

Les élèves des écoles urbaines du Canada ont enregistré un rendement en lecture significativement supérieur à ceux des écoles rurales, selon une nouvelle étude. Les écarts entre les écoles rurales et urbaines étaient particulièrement importants à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick et en Alberta.

Selon les données du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) 2000, les élèves de toutes les provinces ont affiché un rendement supérieur à la moyenne de 500 obtenue par les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques. La moyenne nationale du Canada était de 534. À l'échelon international, le rendement variait de 546 en Finlande à 422 au Mexique.

Au pays toutefois, les élèves des écoles urbaines ont eu de meilleurs résultats en lecture que leurs homologues ruraux. Les étudiants des écoles urbaines ont obtenu une note moyenne de 538 en lecture, comparativement à 523 pour les étudiants des écoles rurales.

Les élèves des écoles urbaines ont affiché un rendement significativement supérieur à celui des élèves des écoles rurales dans quatre provinces, soit à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick et en Alberta. Il n'y avait aucune différence pour la Nouvelle-Écosse et le Manitoba, et les écarts n'étaient pas significatifs pour le reste des provinces.

Les élèves des écoles rurales de l'Alberta ont tout de même obtenu un rendement supérieur à la moyenne nationale et ont mieux réussi que les élèves des écoles urbaines de certaines autres provinces. Pour leur part, les élèves des écoles urbaines de l'Alberta ont eu des résultats nettement supérieurs à la moyenne nationale pour les écoles urbaines.

L'étude a permis d'établir que l'écart ne peut s'expliquer par des différences majeures dans la nature des écoles des collectivités rurales et urbaines. Par exemple, parmi les variables portant sur les écoles ayant fait partie du PISA, on retrouvait les perceptions des directeurs quant à l'effet que peuvent avoir la pénurie d'enseignants ainsi que le caractère inadéquat des ressources pédagogiques et des aménagements scolaires sur l'apprentissage des élèves. Cependant, il y avait des différences importantes parmi les caractéristiques des familles des élèves et dans les collectivités mêmes.

Les parents dont les enfants fréquentaient des écoles rurales avaient tendance à avoir atteint des

Note aux lecteurs

Les données du présent communiqué proviennent du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), un projet mené en collaboration par les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Au Canada, le PISA est administré collectivement par le Conseil des ministres de l'Éducation, Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada.

L'enquête du PISA 2000 comprenait une évaluation directe des compétences des élèves au moyen de tests en lecture, en mathématiques et en sciences, ainsi que de questionnaires servant à recueillir des renseignements généraux auprès des élèves et des directeurs d'école. Au Canada, des renseignements sur les élèves et les parents ont également été recueillis dans le cadre d'une enquête complémentaire, l'Enquête auprès des jeunes en transition (EJET).

Le présent communiqué est fondé sur une étude qui a exploité les données de l'EJET et du PISA pour mesurer la différence entre le rendement en lecture des élèves des écoles rurales et ceux des écoles urbaines dans chaque province. Les écoles urbaines sont celles qui sont situées dans les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement désignées par Statistique Canada. Les écoles situées dans les autres régions entrent dans la catégorie des écoles rurales.

Une **région métropolitaine de recensement** a un noyau de 100 000 habitants ou plus et comprend toutes les municipalités avoisinantes dont au moins 50 % de la main-d'œuvre travaille dans le noyau urbain. Une **agglomération de recensement** a un noyau urbain de 10 000 à 99 999 habitants et englobe toutes les municipalités avoisinantes auxquelles s'applique la même règle de navette quotidienne que pour les RMR.

Dans cette étude, on a utilisé les différences entre les populations d'élèves des écoles rurales et d'élèves des écoles urbaines pour élaborer un modèle donnant des aperçus de l'écart rural-urbain en lecture. Dans l'ensemble, ce modèle couvre les caractéristiques relatives à la famille, à l'école et à la collectivité.

Les caractéristiques des collectivités sont fondées à la fois sur les niveaux de scolarité et les types d'emploi des parents de l'ensemble des élèves de 15 ans de l'école, ainsi que sur les niveaux de scolarité et les caractéristiques professionnelles des adultes de la municipalité de l'école.

niveaux de scolarité moins élevés et étaient moins susceptibles d'occuper des emplois de professionnels (par exemple, médecin, avocat et banquier). Par contre, ces différences ne permettent pas d'expliquer l'écart de rendement entre les élèves des écoles rurales et ceux des écoles urbaines. Même en comparant le rendement d'élèves dont les parents ont atteint le même niveau de scolarité et occupent des emplois comparables, l'écart demeure entre l'élève d'une région rurale et celui d'une région urbaine.

L'étude démontre que l'écart rural-urbain quant au rendement en lecture est étroitement lié aux différences entre les collectivités pour ce qui est des niveaux de scolarité et de la nature du travail dans les collectivités urbaines et rurales.

Facteurs liés à l'écart rural-urbain en lecture

Les caractéristiques des collectivités qui étaient le plus fortement liées à l'écart rural-urbain étaient le niveau de scolarité et la nature des emplois de l'ensemble des parents des élèves, la proportion d'adultes ayant fait des études postsecondaires, et la proportion de travailleurs dont l'emploi exigeait des études universitaires.

En Alberta, par exemple, l'écart entre les résultats en lecture des élèves des écoles urbaines et des écoles rurales s'établissait à 21 points. Après avoir pris en compte les antécédents familiaux des élèves des écoles rurales, il restait encore un écart de 17 points. Et après correction en fonction d'un ensemble de variables liées à la collectivité, l'écart se fixait à seulement 5 points.

S'il est peu probable que ces variables liées à la collectivité influent directement sur les résultats des élèves, elles constituent pourtant des indicateurs de l'environnement plus vaste dans lequel les élèves apprennent et cherchent un soutien à leur apprentissage. En outre, l'influence de ces différences entre les collectivités n'est pas reflétée dans les écoles où l'environnement est essentiellement le même pour les élèves de milieu rural et ceux de milieu urbain.

Le document de recherche *Comprendre l'écart rural-urbain dans le rendement en lecture*, n° 1 (81-595-MIF, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Éducation*.

Les données canadiennes supplémentaires du questionnaire du PISA sur les écoles sont maintenant accessibles.

On peut obtenir d'autres renseignements sur le PISA et l'EJET en s'adressant à Développement des ressources humaines Canada (www.pisa.gc.ca) et au Conseil des ministres de l'Éducation (www.cmec.ca).

Rendement en lecture des élèves des écoles urbaines et des écoles rurales

	Rendement en lecture		
	Écoles rurales	Écoles urbaines	Moyenne provinciale
Canada	523	538	534
Terre-Neuve-et-Labrador	501	538	517
Île-du-Prince-Édouard	504	526	517
Nouvelle-Écosse	519	522	521
Nouveau-Brunswick	491	510	501
Québec	527	538	536
Ontario	520	535	533
Manitoba	527	531	529
Saskatchewan	523	533	529
Alberta	536	557	550
Colombie-Britannique	530	539	538

Note: Les notes sont normalisées d'après une moyenne de 500 obtenue par les pays membres de l'OCDE et un écart-type de 100. Lorsque les écarts ruraux-urbains entre les notes moyennes sont statistiquement significatifs, atteignant un niveau de confiance de 99 %, les notes figurent en caractères gras.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (educationstats@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur: (613) 951-9040. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Couverture par le régime d'assurance-emploi

2001

Le taux de couverture des personnes en chômage a légèrement augmenté depuis 2000, selon les données de l'Enquête sur la couverture de la population par le régime d'assurance-emploi de 2001. Environ 598 000 personnes, ou 51,6 % des chômeurs, étaient potentiellement admissibles aux prestations d'assurance-emploi, comparativement à 49,9 % en 2000.

Parmi le nombre de personnes potentiellement admissibles aux prestations d'assurance-emploi, 495 000 personnes, ou 82,8 %, avaient accumulé suffisamment d'heures pour présenter une demande de prestations. Cette proportion constitue une légère baisse par rapport au taux de 83,2 % observé en 2000.

Régime d'assurance-emploi, couverture et admissibilité de la population

	2000	2001	2000 à 2001 var. en %
	en milliers		
Tous les chômeurs	1 051	1 159	10,3
	%		Var. en points de %
En proportion de la population en chômage			
Potentiellement admissibles	49,9	51,6	1,7
Pas potentiellement admissibles	50,1	48,4	-1,7
Ont abandonné leur emploi pour des motifs jugés non valables par l'assurance-emploi	14,6	14,5	-0,1
Pas d'emploi assurable	5,1	5,3	0,2
Dernier emploi remonte à plus de 12 mois	19,7	19,7	0,0
N'ont jamais travaillé	10,7	9,0	-1,7
En proportion de la population potentiellement admissible			
Admissibles	83,2	82,8	-0,4

L'admissibilité aux prestations régulières d'assurance-emploi est fondée sur le nombre d'heures travaillées à un emploi assurable durant la période de 52 mois précédant la demande de prestations. Le nombre d'heures travaillées à un emploi assurable requis par le régime varie selon les taux de chômage régionaux.

La cause la plus fréquente de non-admissibilité au régime d'assurance-emploi (c'est-à-dire pour que

les personnes soient non potentiellement admissibles) était l'absence d'emploi durant les 12 mois précédents. Habituellement, après 12 mois, la période de prestations se termine et il n'est plus possible de toucher ou de demander des prestations. En 2001, 28,7 % des chômeurs n'étaient pas potentiellement admissibles à l'assurance-emploi, en baisse comparativement à 30,4 % en 2000.

Parmi les autres causes de non-admissibilité au régime figurent le travail autonome, un emploi non assurable et l'abandon d'un emploi pour des motifs jugés non valables en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Des questions ont été ajoutées depuis l'enquête de 2000 afin d'évaluer la population ayant accès aux prestations de maternité et aux prestations parentales et d'analyser les effets de l'élargissement du régime de prestations parentales de l'assurance-emploi, qui est entré en vigueur en janvier 2001.

Les femmes peuvent toucher des prestations de maternité lorsqu'elles sont enceintes ou à la suite de la naissance de leur enfant. Les parents peuvent recevoir des prestations parentales pendant la période qui suit la naissance de leur enfant ou au moment de l'adoption d'un enfant. Les mères qui avaient des enfants âgés de 12 mois ou moins ont été interviewées afin d'évaluer la population qui avait accès à ces prestations.

Selon les données de l'enquête, on comptait 327 000 mères ayant des enfants âgés de 12 mois ou moins en 2001, en hausse par rapport à 314 000 mères en 2000. Cette même année, près de 70 % des mères (220 000) occupaient un emploi assurable durant les 12 mois précédant la naissance de leur enfant. Cette proportion s'est élevée à 246 000 en 2001, soit juste un peu plus de 75 % du total.

En 2000, parmi celles qui avaient un emploi assurable, 78,7 % ont reçu des prestations de maternité ou des prestations parentales de l'assurance-emploi pendant leur grossesse ou après la naissance de leur enfant. Ce taux est passé à 80,1 % en 2001. Le nombre réel de mères admissibles aux prestations de maternité ou aux prestations parentales était peut-être plus élevé. En effet, il faut tenir compte de la probabilité que certaines mères admissibles n'aient pas présenté de demande de prestations de maternité ou de prestations parentales.

En 2001, près de 19 000 mères ont déclaré que leur conjoint ou partenaire avait également présenté une demande de prestations.

Nota: L'Enquête sur la couverture de la population par le régime de l'assurance-emploi a été menée pour le compte de Développement des ressources humaines

Canada. Quatre cycles se sont tenus en avril, en juillet, en novembre et en janvier. Environ 3 450 chômeurs ont été interviewés par téléphone lors de chaque cycle afin de déterminer les caractéristiques des chômeurs qui peuvent ou ne peuvent pas toucher de prestations d'assurance-emploi. L'enquête permet une évaluation systématique des catégories de travailleurs et des services reçus dans le cadre du régime d'assurance-emploi.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 4428.

Pour obtenir des tabulations spéciales ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (ssd@statcan.ca), Division des enquêtes spéciales. Télécopieur: (613) 951-3012.

Prestations de maternité, parentales et autres prestations d'assurance-emploi touchées par les mères de jeunes enfants et leurs conjoints¹

	2000	2001	2000 à 2001
	nombre		var. en %
Mères d'enfants âgés de 12 mois ou moins	314 300	326 600	3,9
Mères qui occupaient un emploi assurable durant les 12 mois précédant la naissance des enfants ²	219 500	246 000	12,0
	%		var. en points de %
En proportion des mères qui occupaient un emploi assurable durant les 12 mois précédant la naissance des enfants			
Ont présenté une demande de prestations pendant la grossesse ou après la naissance	83,8	85,0	1,2
Ont touché des prestations pendant la grossesse ou après la naissance	81,2	81,6	0,4
Prestations de maternité ou parentales	78,7	80,1	1,4
Autres (par exemple maladie, formation)	2,5	1,5	-1,0
	nombre		
Conjoint ou partenaire		299 000	
Ont présenté une demande		18 900	

¹ Dans le cadre de l'enquête, les pères célibataires n'ont pas été interviewés.

² Ce groupe ne comprend pas les travailleurs indépendants ou ceux qui ne payaient pas leurs cotisations.

Livraisons de laine minérale, y compris les isolants en fibre de verre

Octobre 2002

En octobre, les fabricants ont livré 4 165 618 mètres carrés de laine minérale de facteur R12 (RSI 2.1) en nattes, en hausse de 25,4 % comparativement aux 3 322 286 mètres carrés livrés en septembre et en hausse de 14,9 % par rapport aux 3 623 862 mètres carrés livrés en octobre 2001.

Les livraisons pour la période allant de janvier à octobre se sont situées à 27 904 750 mètres carrés, en hausse de 4,5 % comparativement à la même période en 2001.

Données stockées dans CANSIM: tableau 303-0004.

Le numéro d'octobre 2002 de *Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre*, vol. 54, n° 10 (44-004-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus des renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.

Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux

Octobre 2002 (données provisoires)

Les placements de poussins sur les fermes provenant des couvoirs étaient estimés à 56,9 millions d'oiseaux en octobre, en baisse de 2,8 % par rapport à octobre 2001. Les placements de dindonneaux sur les fermes ont diminué de 18,4 % pour s'établir à 1,2 million d'oiseaux.

Données stockées dans CANSIM: tableau 003-0021.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Plourde au (613) 951-8716 (robert.plourde@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Annexe «Gestion de la propriété intellectuelle» de l'Enquête sur les dépenses et la main-d'oeuvre scientifiques fédérales de 2002-2003

Exercice 2000-2001 (données provisoires)

Les résultats provisoires de l'annexe «Gestion de la propriété intellectuelle» pour l'exercice 2000-2001 de l'Enquête sur les dépenses et la main-d'oeuvre scientifiques fédérales de 2002-2003 sont maintenant disponibles.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Michael Bordt au (613) 951-8585 (michael.bordt@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. Télécopieur: (613) 951-9920. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Laine minérale, y compris les isolants en fibre de verre, octobre 2002, vol. 54, n° 10
Numéro au catalogue: **44-004-XIB** (5 \$/47 \$).

Commerce de détail, septembre 2002, vol. 74, n° 9
Numéro au catalogue: **63-005-XIB** (16 \$/155 \$).

Comprendre l'écart rural-urbain dans le rendement en lecture, 2000
Numéro au catalogue: **81-595-MIF2002001** (gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez: **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur: **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte: **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous les rubriques *Nos produits et services*, puis *Publications payantes* (\$).

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 25 novembre 2002
Deuxième édition à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1999** Malgré le ralentissement des services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recouru. En 1999, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements... (page 2)
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** Au foyer de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible. (page 5)

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 (page 10)
- Enquête sur les anticipations à court terme (page 11)
- Ajuster les données, septembre 2002 (page 11)
- Production d'acier, avril 1997 (page 11)

NOUVELLES PARUTIONS (page 12)

Statistique Canada / Statistiken Kanada / Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.